

La déradicalisation en Asie

En novembre 2011, à Achgabat, la capitale turkmène, quatre États d'Asie centrale ont conclu un plan d'action conjoint pour combattre la radicalisation et le terrorisme dans la région. Le temps leur a donné raison : la région est plus sécurisée que d'autres dans le monde et le terrorisme y est fermement contrôlé, à défaut d'être totalement éradiqué. Seuls quelques attentats y ont été enregistrés à Bichkek et au Kazakhstan.

A première vue, aux dires de la plupart des observateurs, les gouvernements d'Asie centrale sont désarmés face à la radicalisation croissante enregistrée dans la région.

Certes, dans leur lutte contre le terrorisme, ces gouvernements favorisent ce qu'ils considèrent être des «politiques durables de lutte contre le terrorisme incluant des partenariats avec les communautés locales et les associations civiles, mais cette insistance est rarement suivie de programmes holistiques visant à prévenir l'extrémisme pouvant conduire à la violence et au terrorisme», rappelle George Gavrillis, chercheur à l'Institute for Religion, Culture, and Public Life à Columbia University, sur le site russe de politique étrangère Global Affairs^(*).

Les Etats issus du morcellement de l'ex-Union soviétique ignoraient les causes profondes, les moteurs et l'ampleur de la radicalisation. Il faut dire que le phénomène leur est tout aussi étranger que nouveau.

Les représentants du Kazakhstan, du Kirghizistan, du Tadjikistan et du Turkménistan réunis à Achgabat s'engageaient à mettre en œuvre la Stratégie antiterroriste mondiale des Nations-Unies (et ses quarante mesures visant à prévenir le terrorisme et à s'attaquer aux racines de la propagation de l'extrémisme violent). Cette voie ne semble pas suffisante à les prémunir de la menace, estime George Gavrillis qui juge «irréaliste» la médication onusienne car elle exigerait finalement des pays d'Asie centrale «des modifications majeures de

leurs mécanismes coercitifs ainsi que des politiques et attitudes sociales et économiques à l'égard de leurs citoyens. Bref, il faudrait qu'ils ressemblent davantage à des États européens».

Le prisme de l'eurocentrisme est aussi déformant que ravageur : «Lorsqu'on lui a demandé pourquoi les jeunes au Tadjikistan étaient particulièrement vulnérables à la radicalisation, un représentant de l'OSCE (Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe) a fourni une réponse globale : chômage, pauvreté, migration, restrictions à la liberté de culte, mauvaise éducation religieuse, vide idéologique, manque d'opportunités d'avenir et manque d'engagement social. Ces conditions peuvent facilement décrire une grande partie de la jeunesse dans le monde en développement et développé, et pourtant les musulmans de Belgique sont dix-huit fois plus susceptibles d'aller en Syrie ou en Irak rejoindre les combattants terroristes étrangers que les citoyens tadjiks.»

L'expérience locale a abouti à souligner l'importance d'un meilleur engagement des communautés et associations publiques.

Comment justement impliquer les communautés et les associations ? Par des «approches plus proactives et intensives», comme soutient le Kazakhstan et «pas simplement par des brochures sur les maux du terrorisme».

Les Etats de la région sont également tenus de se conformer au Plan d'action du secrétaire général de l'Onu pour la prévention de l'extrémisme violent (PVE), qui a été publié fin 2015 et qui invite également les gouvernements à reconnaître que leurs propres politiques peuvent intensifier la radicalisation : «Rien ne peut justifier l'extrémisme violent, mais il faut aussi reconnaître qu'il ne repose pas sur du vide. Les récits de grief, d'injustice réelle ou perçue, l'émancipation promise et le changement radical deviennent attrayants

quand les droits de l'Homme sont violés, la bonne gouvernance ignorée et les aspirations écrasées.»

Les Etats de la région souffrent cruellement d'un déficit d'expertise. Les études sur la radicalisation sont rares et lorsqu'elles existent elles restent marquées par «plusieurs limites» : «Elles sont souvent basées sur l'extrapolation de données fragmentaires conduisant à des conclusions contradictoires ; en l'absence de données, elles se concentrent sur la description ou l'analyse de programmes de contre-radicalisation ; ou elles invitent beaucoup plus à débattre qu'à s'attaquer aux causes profondes du phénomène.»

Le manque de données et de connaissances fiables incite les responsables d'Asie centrale à recourir à «ce qu'ils connaissent le mieux» : «Des mesures énergiques de lutte contre le terrorisme pour punir ou prévenir (...) plutôt que des mesures plus larges qui pourraient freiner ou ralentir la vague de radicalisation.»

Résultat : à l'exemple du Tadjikistan, on emprisonne des personnes «qualifiées de radicales, y compris des membres de groupes d'opposition non violents», tandis que la liberté de religion et d'association est largement compromise.

La répression a pour autre corollaire le recours à la facilité, comme l'implication des chefs religieux, «malgré les preuves indiquant que les leaders religieux ne sont pas des médiateurs efficaces». En effet, «selon un rapport de l'ONU exposé en novembre 2015, la radicalisation se produit rarement dans les mosquées et 80% des terroristes se réclamant de l'islam politique n'ont pas d'éducation religieuse».

Il reste donc aux Etats d'Asie centrale d'adopter «des approches plus globales et préventives de la radicalisation et de la lutte contre le terrorisme», à l'inverse des programmes internationaux actuels, jugés «inefficaces, concurrentiels et même contre-productifs». A l'opposé des



Par Ammar Belhimer
ammarbelhimer@hotmail.fr

organisations onusiennes et européennes, la Russie et la Chine qui s'impliquent plus activement dans la région offrent à l'Asie centrale des feuilles de route différentes pour lutter contre l'extrémisme violent.

Les autorités chinoises exportent leur modèle de répression implacable du terrorisme dans le Xinjiang, alors que dans la Fédération de Russie, «les mesures douces de l'ère Medvedev ont été supplantées par l'utilisation massive de la police et du système de justice par le Président Vladimir Poutine, ainsi que par une approche paramilitaire dans les régions frontalières comme le Caucase du Nord» – une approche aux résultats aussi probants qu'immédiats : elle a réduit de moitié les actions terroristes.

A. B.

(*)George Gavrillis, *Counter-Radicalization Policies in Central Asia: The Good, the Bad, and the Ugly*, 13 décembre 2016.

<http://eng.globalaffairs.ru>

Le Soir sur Internet :
<http://www.lesoirdalgerie.com>
E-mail : info@lesoirdalgerie.com

POUSSE AVEC EUX !

Par Hakim Laâlam

hlaalam@gmail.com
[@laalamhakimus](https://twitter.com/laalamhakimus)



L'étoile des mers de le sable !

- C'est quoi le problème des Verts ?
- C'est le flan droit
- Tu veux dire le «flan» droit ?
- Non ! Non ! Le Flan...

Personne n'a pu expliquer sa présence là ! Une étoile en plein désert. Pas dans le ciel, mais échouée sur le sable, au bas d'une des dunes géantes de Sebsi, à quelques encablures de Ghardaïa. Pas n'importe quelle étoile ! Non ! Une étoile des mers. Et pas n'importe quelle étoile des mers. Une étoile des mers à six branches. Il est vrai que ce n'est pas unique comme «configuration». L'Asteroidea, membre de la classe d'Echinodermes (merci Wikipédia), est dotée de cinq branches, mais parfois plus. Ce que ne savaient visiblement pas les personnes tombées nez à nez avec cette étoile des mers à six branches reposant sur le sable doré du M'zab. D'où leur perplexité profonde : «Mon Dieu ! Une étoile des mers à six branches ! Mais comment est-ce possible ?» Lancèrent-ils tous de concert, dans une région où le dernier concert d'envergure remonte au Festival panafricain, en 1969. Aucun de ces ébahis ne posa la seule question qui aurait dû pourtant sauter au visage de tout être doté d'un SMIG de raison : «Comment une étoile des mers a pu échouer dans une zone sans mer, sans rivage et aux fonds pourtant insoupçonnés ?» Non ! C'était trop leur demander, aux badauds professionnels de la

Vallée. Eux restèrent scotchés sur cette problématique des six branches. Littéralement tétanisés par ce nombre. Cinq, ça n'aurait pas posé problème. Ils en auraient discuté deux minutes sur place, trois en sus, au café, puis, le soir, autour du 6789° thé, ils n'en auraient plus parlé. Mais six branches, ça les turlupina. Pourtant, personne ne pensa à appeler les experts du Centre Régional d'Observation des Fonds Marins implanté dans la banlieue-Est de Ouargla. Là, on leur aurait sûrement répondu que des Asteroidea à six membres, voire sept ont déjà été recensés. Mais non ! Les téléphones fixes et cellulaires, tous de fabrication chinoise, restèrent muets. Seul fonctionna le téléphone arabe. Dont la particularité première est de bloquer systématiquement tous les appels à plus de cinq chiffres. Sans info précise, sans notion de biologie marine, ils restèrent là, assis en rond autour de l'étoile de mer à six branches. Le soleil faisant son effet, la pauvre bestiole s'assécha, son p'tit corps se rabougrit et, au bout de cinq heures, pas de six, bien sûr, personne n'aurait pu dire avec certitude si cette étoile avait six ou cinq branches. L'appel du muezzin, au loin, finit par convaincre toute cette assemblée qu'il fallait y aller. Aller où ? M'enfin ! En ville, bien sûr. Pour accomplir l'un des cinq piliers de l'Islam ! Je fume du thé et je reste éveillé, le cauchemar continue.

H. L.